

**LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS**

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs,  
Chères lectrices, Chers lecteurs,

Vous trouverez dans cette lettre l'actualité juridique du mois de décembre 2020. Vous y trouverez également notre appel à contributions pour les deux demi-journées des jeunes chercheurs en lien avec le colloque annuel de la SFDI de 2021.

En espérant que vous prendrez plaisir à lire cette lettre,

*Le Bureau des Jeunes Chercheurs*

**SOMMAIRE**

<b>NOUVELLES EN VRAC...</b>	<b>2</b>
<b>APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI.....</b>	<b>3</b>
<b>DEMI-JOURNEES DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI 2021 .....</b>	<b>3</b>
APPELS A CONTRIBUTION.....	3
<b>JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL .....</b>	<b>7</b>
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.....	7
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS.....	7
COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE DE L'OHADA .....	7
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER .....	8
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME.....	8
COUR INTERAMERICAINE DES DROITS DE L'HOMME.....	9
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES .....	9
<b>ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES .....</b>	<b>13</b>
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES .....	13
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES .....	14
COMITE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS.....	14
<b>PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL .....</b>	<b>15</b>
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE .....	15
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE .....	15
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE .....	31

### NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ Le CRDH (Université Paris II Panthéon-Assas), l'University of Groningen & UTadeo (Bogota) organisent un webinar sur « ***Positivism and International Law*** » le **25 janvier 2021** à 15h sur la plateforme Zoom. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer [ici](#).
- ❖ Les sections Droit de l'action publique et Droit maritime de la Société de législation comparée organisent un séminaire sur le thème : « ***La fin de vie des navires, les prérogatives et les obligations des États : comparaison entre les conventions de Nairobi (2007), de Hong-Kong (2009) et de Bâle (1989)*** » le mardi 2 février 2021, de 9h à 12h. [Voici le lien pour plus d'informations](#).
- ❖ L'institut de recherche Carré de Malberg et l'Université de Strasbourg organisent un colloque virtuel portant sur « ***L'exécution des arrêts et décisions de la Cour EDH : pratiques et perspectives 10 ans après la conférence d'Interlaken*** » le 4 et 5 février 2021. Programme et inscriptions [ici](#).

## APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ Le Centre d'histoire judiciaire de l'Université de Lille, l'École française de Rome et l'unité de recherche Roman Law and Legal History de la Katholieke Universiteit te Leuven lancent un appel à contributions s'inscrivant dans le thème de deux colloques : « **Avant l'État. Droit international et pluralisme politico-juridique en Europe, XIIe-XVIIe siècle** » qui se tiendront à Rome le 20 septembre 2021 et à Lille / Courtrai les 18-19 mai 2022. Les propositions sont attendues avant le **31 janvier 2021**. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ L'équipe des doctorants du CEDIN (Université Paris Nanterre) organise la 3ème Journée d'actualité en mémoire du Professeur Patrick Daillier, qui sera consacrée aux « **Stratégies européennes sur la scène internationale : entre projection et négociation** » ; les projets de communications de doctorant(e)s sont les bienvenus. Les propositions doivent parvenir aux organisateurs avant le **31 janvier 2021**. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)
- ❖ Le CREDIMI de Dijon et l'Observatoire de l'éthique publique organisent un webinaire sur le thème de **l'Actualité internationale et comparée de l'éthique des affaires**, le 21 juin 2021. Un appel à contributions est lancé et les réponses sont attendues avant le **1<sup>er</sup> février 2021**. [Voici le lien pour plus d'informations.](#)

## DEMI-JOURNEES DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS DE LA SFDI 2021

## APPELS A CONTRIBUTION

Dans le cadre du colloque annuel de la SFDI 2021,  
organisé en partenariat avec le Projet RefWar (ANR 2019-2023)  
qui aura pour thème :

« **Migrations et droit international** »

(4-5 novembre 2021, UVSQ / Musée de l'Histoire de l'Immigration, Paris)

le Réseau des jeunes chercheurs de la SFDI organise cette année deux demi-journées ouvertes aux jeunes chercheurs pour venir échanger et débattre sous la présidence d'un professeur de droit international sur des thèmes en lien avec le colloque annuel.

La première de ces demi-journées sera organisée en ligne le **3 juin 2021** après-midi et sera présidée par la professeure Bérangère TAXIL. Elle aura pour thème :

« **Le trafic de migrants en droit international** »

La seconde de ces demi-journées se déroulera également en ligne le **10 juin 2021** et sera présidée par le professeur Julian FERNANDEZ. Elle aura pour thème :

**« Exilés de guerre et droit international »**

Les contributeurs sélectionnés pour la première demi-journée enverront en amont une synthèse écrite de leurs contributions, ainsi que les enregistrements vidéo de leurs interventions, qui dureront quinze minutes maximum et qui seront diffusés via la chaîne Canal-U de la SFDI. Cette demi-journée en ligne sera consacrée uniquement aux débats à partir de ces contributions. Les contributeurs sélectionnés pour la seconde demi-journée devront faire parvenir un papier de 20.000 à 30.000 signes espaces compris une quinzaine de jours avant la tenue de la demi-journée. Ils présenteront leurs contributions à l'oral pendant dix minutes lors de la demi-journée, qui feront l'objet d'un débat pendant vingt minutes. À l'issue de chacune de ces demi-journées, une participante ou un participant sera sélectionné(e) par les présidents pour présenter sa contribution lors du colloque annuel de la SFDI au sein de l'atelier correspondant.

**Présentation générale :**

Les flux migratoires ont connu une intensification significative dans les dernières décennies, en raison de la dégradation des conditions économiques et politiques à l'intérieur des pays *générateurs* de ces flux. L'exacerbation des conflits, les catastrophes naturelles et humaines, l'aggravation des conditions de pauvreté ont amené plus de 25,9 millions de personnes, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, à quitter leurs foyers seulement en 2018. Il s'agit d'un sujet d'actualité manifeste dont l'ampleur prise dans les dernières années appelle à une réflexion juridique autour des enjeux qu'il soulève.

Malgré le développement d'un cadre normatif au niveau tant international qu'europpéen grâce à l'adoption des Pactes de 2018, la protection des personnes et la répression des crimes liés à la migration font l'objet de débats. En effet, nous assistons depuis quelques années à l'émergence de nouvelles problématiques liées à la migration, telles que la création de réseaux de trafic de migrants, et de nouveaux enjeux découlant des migrations en raison des conflits armés. Ces problématiques feront notamment l'objet de chacune des demi-journées 2021.

**Première approche : *Le trafic de migrants en droit international public***

À la tragédie humaine qui accompagne les déplacements de personnes, s'ajoute l'intensification des réseaux criminels de trafic de migrants. L'aggravation et l'expansion du phénomène étant manifeste, le Conseil de sécurité l'a qualifié de menace à la paix et à la sécurité. Cependant, cette nouvelle menace n'a pas entraîné un renouvellement significatif des mécanismes juridiques au niveau international ou europpéen. Ainsi, le Protocole de Palerme contre le trafic illicite de migrants et la directive

« Facilitation » de l'Union européenne demeurent les outils normatifs principaux pour lutter contre le phénomène. Or, leur mise en œuvre suscite de nombreuses interrogations.

La première série d'interrogations intéresse les obligations des États en matière de coopération sur le plan universel. Quelles mesures sont adoptées par les États en ce sens ? Quel est le rôle du Conseil de Sécurité en la matière ? Quels sont les apports de la Conférence des Parties à la Convention de Palerme ? Enfin, quel est le niveau de coordination de l'action des États en ce qui concerne la prévention et la répression pénale transnationale du trafic de migrants, tant sur le plan normatif qu'opérationnel ? Des réflexions autour de l'action d'autres institutions internationales et régionales, telles que, par exemple, l'Union africaine, pourront faire l'objet d'analyse.

La deuxième série d'interrogations porte sur les actions au niveau de l'Union européenne. Le cadre juridique européen est-il suffisamment développé pour combattre l'expansion du trafic de migrants ? En criminalisant le franchissement des frontières, les États ne mettent-ils pas en cause l'institution même du droit d'asile et quelles sont les conséquences de cette criminalisation ?

Outre la mise en œuvre des mécanismes internationaux par les États, il convient de s'interroger sur la protection des victimes du trafic de migrants et, notamment, sur leur droit au séjour, et sur les conséquences d'un éventuel refus ou de l'impossibilité d'accéder aux mécanismes de protection.

Il ne s'agit là que d'illustrations des nombreuses questions soulevées par ce premier thème. La demi-journée sera l'occasion d'étudier certaines d'entre elles, qu'elles soient d'ordre théorique, comme les conséquences des développements précités sur la notion de trafic de migrants, ou d'ordre plus technique, comme la distinction entre les régimes juridiques du trafic de migrants par les voies maritimes, terrestres et aériennes.

### **Deuxième approche : *Exilés de guerre et droit international***

Les conflits armés sont depuis des siècles l'une des causes les plus importantes de déplacement des populations. Mais la guerre a pour partie changé de dimension avec le développement de conflits armés non internationaux qui tendent à se prolonger dans la durée et à contraindre encore davantage d'hommes et de femmes à l'exil. Il suffit de penser au conflit syrien, tristement actuel, qui a généré plus de 5 millions de réfugiés et de déplacés internes depuis 2011. Les phénomènes observés aujourd'hui – la recherche de terres d'accueil par ces exilés de guerre, leur parcours migratoire, les réponses apportées à leur demande de protection internationale – méritent d'être discutés juridiquement et remis en perspective.

Comment mieux comprendre cette évolution de la conflictualité ? Quels traumatismes pour celles et ceux qui en sont victimes ? Au-delà de cette mise en situation, les instruments du droit international apparaissent-ils encore appropriés ? Les énoncés de la Convention de Genève de 1951 sont-ils adaptés ? Quid de l'évolution du droit européen en la matière et des discussions actuelles ? Quel est le rôle joué par les organisations internationales, les autres acteurs internationaux mais aussi par les organisations non gouvernementales ? Enfin, certains exilés de guerre s'exposent à des poursuites judiciaires dans les pays d'accueil, ce qui est fréquent dans les pays européens, parmi lesquels la Suède, la France et l'Allemagne, qui ont intenté des procédures pénales à l'encontre de personnes en

provenance de Syrie ou d'Irak, suspectées notamment d'avoir une part de responsabilité dans des crimes de droit international ou dans des actes contraires aux buts et principes des Nations Unies. Quid de l'articulation en l'espèce entre les dispositifs nationaux prévus, le droit de l'asile, les droits de l'homme, le droit international pénal ?

Il ne s'agit là aussi que de quelques illustrations des nombreuses questions soulevées par ce second thème.

### **Informations pratiques :**

Les propositions de contributions sont à envoyer au plus tard le **15 février 2021** à l'adresse : [jeunes.chercheurs@sfdi.org](mailto:jeunes.chercheurs@sfdi.org).

D'une taille de deux pages maximum (Times New Roman, 12, interligne simple), elles doivent obligatoirement être envoyées au format word (.doc ou .docx) et être accompagnées d'un C.V. (la sélection est anonymisée). Les candidats doivent indiquer (C.V. ou en tête de leur contribution) leurs qualités et fonctions, ainsi que leur Université ou institution de recherche de rattachement de l'année en cours.

Il n'est possible de soumettre qu'une seule proposition pour l'une seulement des deux demi-journées. Les personnes intéressées sont invitées à préciser l'approche au sein de laquelle leur projet se situe. Les propositions en langue anglaise sont acceptées ; mais les candidats sont néanmoins avertis qu'une bonne compréhension orale du français est exigée, l'essentiel des débats devant se dérouler dans cette langue.

L'appel à contributions est limité aux jeunes chercheurs, entendu comme les personnes préparant un doctorat en droit ou dans une autre discipline pertinente au regard du sujet, ainsi que les docteurs ayant soutenu depuis moins de trois ans et n'ayant pas encore obtenu un emploi de professeur ou maître de conférences.

La sélection des contributions sera effectuée par le président ou la présidente de chacune des demi-journées. Les candidats retenus seront informés par mail au plus tard dans la première semaine du mois de mars 2021.

Le texte de chaque contribution (hormis celles sélectionnées pour le colloque annuel) sera attendu pour le 30 septembre 2021, en vue d'une relecture par les présidents de chaque demi-journée et d'une publication sur le site internet de la SFDI ; d'autres modalités de publication peuvent être proposées par la suite.

En espérant vous voir nombreux !

**JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL****Cour Internationale de Justice**

Par un [arrêt](#) du **11 décembre 2020**, la Cour Internationale de Justice se prononce dans l'affaire **Immunités et Procédures Pénales (Guinée Equatoriale c. France)** et conclue au caractère non diplomatique de l'hôtel particulier sis au 42 avenue Foch à Paris, aux sens de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Pour cela, la France n'a pas manqué aux obligations qui lui incombent au titre de la Convention en pénétrant l'immeuble.

Par un [arrêt](#) du 18 décembre 2020, la Cour statue dans l'affaire **Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (Guyana c. Venezuela)** et se reconnaît compétente pour « *connaître de la requête déposée par la République coopérative du Guyana le 29 mars 2018 dans la mesure où elle se rapporte à la validité de la sentence arbitrale du 3 octobre 1899 et à la question connexe du règlement définitif du différend concernant la frontière terrestre entre la République coopérative du Guyana et la République bolivarienne du Venezuela* ».

**Jurisprudences relatives au droit des investissements**

*Avec la contribution de Ruxandra Gologan*

**CIRDI**

Novembre 2020

Gramercy Funds Management LLC and Gramercy Peru Holdings LLC v. Republic of Peru, [ICSID Case No. UNCT/18/2](#)

- [Procedural Order No. 12](#), November 5, 2020 (Disponible en Anglais)

The Lopez-Goyne Family Trust and others v. Republic of Nicaragua, [ICSID Case No. ARB/17/44](#)

- [Procedural Order No. 2](#), November 13, 2020 (Disponible en Anglais)

**Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA**

*Avec la contribution de Natalia Gaucher-Mbodji, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille*

En attente de la publication du nouveau recueil des arrêts de la CCJA.

**Tribunal International du Droit de la Mer**

*Avec la contribution de Charlotte Collard, doctorante à l'Université de Paris I*

Pas d'activité à signaler pour le mois de décembre 2020.

**Cour Européenne des Droits de l'Homme**

*Avec la contribution d'Olga Bodnarchuk, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille*

[Slovénie c. Croatie, déc. du 16 décembre 2020, req. n° 54155/16](#)

Un État ne peut saisir la Cour pour protéger des droits d'une organisation « gouvernementale »

En 2016, la Slovénie a saisi la Cour d'une requête étatique en alléguant des violations des droits fondamentaux de la Banque de Ljubljana, notamment le non-remboursement ou des retards de paiement de créances que cette dernière détenait sur différentes sociétés croates en conséquence de prêts consentis à l'époque de l'ex-Yougoslavie. Dans une affaire précédente ([Ljubljanska Banka D.D. c. Croatie, déc. du 4 juin 2015, req. n° 29003/07, uniquement en anglais](#)), la Cour a déclaré irrecevable une requête individuelle de la Banque de Ljubljana car elle n'était pas suffisamment indépendante de l'État et n'était donc pas une « organisation non gouvernementale » au sens de l'article 34 de la Convention.

En examinant sa compétence en l'espèce, la Cour s'interroge si une requête étatique peut porter sur une allégation de violation d'un droit fondamental d'une personne morale qui ne peut être considérée comme une « organisation non gouvernementale ». Premièrement, la Cour constate que le sens et la portée de ce terme doivent être les mêmes pour les articles 33 et 34 de la Convention, à savoir pour les requêtes étatiques et les requêtes individuelles. Deuxièmement, la Cour rappelle que la nature spécifique de la Convention exige que seuls les individus, les groupes d'individus et les « organisations non gouvernementales » puissent être titulaires des droits garantis par la Convention. À l'inverse, un État ou une personne morale qui en fait partie ne le peuvent pas. Troisièmement, la Cour souligne que la satisfaction équitable accordée dans une affaire interétatique l'est toujours au profit des victimes individuelles et non à celui de l'État. Considérant donc que l'article 33 de la Convention ne permet pas d'examiner une requête étatique qui vise à protéger les droits d'une organisation « gouvernementale », la Cour déclare qu'elle n'a pas compétence pour connaître de la présente requête.

[La Cour lève la mesure provisoire indiquée dans l'affaire Arménie c. Turquie, 1<sup>er</sup> décembre 2020](#)

Depuis le 29 septembre 2020, plusieurs demandes de mesures provisoires relatives au conflit dans la région du Haut-Karabakh, ont été déposées devant la Cour. Le 29 septembre 2020, la Cour a décidé d'appliquer les mesures provisoires dans l'affaire *Arménie c. Azerbaïdjan*. Afin de prévenir les violations graves à la Convention, la Cour a demandé aux deux États de s'abstenir de toute mesure,



notamment des actions militaires, mettant en danger la vie et la santé de la population civile et d'informer la Cour des mesures prises. Cette mesure provisoire reste toujours en vigueur.

Le 6 octobre 2020, la Cour a de nouveau indiqué les mesures provisoires, en demandant à tous les États directement ou indirectement impliqués dans ce conflit, y compris la Turquie, de s'abstenir de tout acte qui contribuerait à des violations des droits que la Convention garantit aux civils. Cette mesure provisoire s'inscrit dans l'affaire *Arménie c. Turquie* et elle a été réexaminée par la Cour à la demande de la Turquie le 17 novembre 2020. La Turquie a notamment demandé à la Cour de revenir sur sa décision du 6 octobre 2020 à la suite de la déclaration tripartite mettant fin aux hostilités dans le Haut-Karabakh à partir du 10 novembre 2020. La Cour a décidé de lever cette mesure provisoire le 1<sup>er</sup> décembre 2020.

#### [La Cour a décidé de joindre trois affaires interétatiques concernant l'est de l'Ukraine](#)

Le 27 novembre 2020, la Cour a décidé de joindre trois affaires interétatiques concernant l'est de l'Ukraine. La première affaire *Ukraine c. Russie (concernant l'est de l'Ukraine)*, req. n° 8019/16, était pendante devant la Grande Chambre et concernait les allégations des violations de la Convention par la Russie résultant des événements de 2014. La deuxième affaire *Ukraine c. Russie (II)*, req. n° 43800/14, était pendante devant une chambre et portait sur l'enlèvement allégué de trois groupes d'enfants dans l'est de l'Ukraine entre juin et août 2014 et sur leur transfert provisoire en Russie. La troisième affaire *Pays Bas c. Russie*, req. n° 28525/20, introduite le 10 juillet 2020, était pendante devant une chambre et concernait la destruction de l'avion de la Malaysia Airlines le 17 juillet 2014. Ce dernier assurait le vol MH-17 et survolait le territoire de l'est de l'Ukraine.

En revanche, l'affaire *Ukraine c. Russie (Crimée)*, req. n° 20958/14, est toujours examinée par la Grande Chambre séparément.

#### **Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme**

*Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise*

A paraître dans la prochaine lettre.

#### **Cour africaine des droits de l'homme et des peuples**

*Avec la contribution d'Arnaud Lobry, doctorant à l'Université de Cergy-Pontoise*

La Cour africaine a rendu **sept arrêts, un avis consultatif et quatre ordonnances de mesures provisoires** sur la période des mois de novembre et décembre 2020.

[Collectif des anciens travailleurs de la SEMICO Tabakoto c. République du Mali](#), arrêt (compétence et recevabilité), 27 novembre 2020, req. n°009/2018 – (Compétence personnelle – Compétence matérielle – Absence de mandat du représentant du Collectif – Irrecevabilité de la requête).

[Akwasi Boateng et 351 autres c. République du Ghana](#), arrêt (compétence), 27 novembre 2020, req. n°059/2016 – (Compétence personnelle – Compétence matérielle – Compétence temporelle – Requête portant sur des faits antérieures à la date de ratification de la Charte et du Protocole par l'État défendeur – Caractère continu ou instantané de la violation – Caractère instantané des lois litigieuses portant privation des requérants de leurs terres communautaires ancestrales).

[XYZ c. République du Bénin](#), arrêt, 27 novembre 2020, req. n°059/2019 – (Compétence de la Cour – Compétence matérielle – Compétence personnelle – Recevabilité – Exception tirée de l'abus du droit d'ester en justice – Exception tirée de l'absence de lien entre les deux requêtes du même requérant – Défaut d'intérêt à agir – Incompatibilité de la requête avec la Charte et l'Acte constitutif de l'Union africaine – Épuisement des voies de recours internes – Allégation d'illégalité et d'illégitimité de l'Assemblée nationale pour modifier les lois électorales – Violation alléguée de l'obligation de créer des organes électoraux indépendants – Violation alléguée de l'interdiction de modifier la loi électorale dans les six mois précédant les élections – Violation alléguée de l'obligation de garantir la paix et la sécurité nationale – Droit à une égale protection de la loi – Réparations non pécuniaires – Modification du code électoral – Annulation des élections – Demande reconventionnelle de l'État défendeur).

À noter : la Cour indique que le Protocole l'ayant institué et qui définit ses pouvoirs lui permettrait d'ordonner à un État d'annuler une élection si cela constituait la seule mesure appropriée aux fins de la réparations et compte tenu de l'ampleur de la violation. Si elle n'use pas en l'espèce de ce pouvoir, l'affirmation d'un tel pouvoir potentiel par une juridiction supranationale est remarquable et, à notre connaissance, inédite.

[XYZ c. République du Bénin](#), arrêt, 27 novembre 2020, req. n°010/2020 – (Compétence matérielle de la Cour – Exception d'irrecevabilité tirée de l'absence de lien entre la requête et de précédentes requêtes du même requérant – Exception d'irrecevabilité tirée de l'abus de droit d'ester en justice – Exception tirée du défaut d'intérêt à agir – Indépendance de la Cour constitutionnelle – Indépendance

institutionnelle – Indépendance individuelle – Absence d'indépendance des juges constitutionnels par le caractère renouvelable de leur mandat – Impartialité de la Cour constitutionnelle et de son président – Principe du consensus national par la révision de la Constitution sans consultation et en procédure d'urgence – Droit à l'information – Droit à la paix et à la sécurité nationales – Réparations – Préjudice moral – Demande reconventionnelle de l'État défendeur – Obligation pour l'État défendeur d'assurer l'indépendance de la Cour constitutionnelle – Obligation pour l'État défendeur d'abroger les dispositions litigieuses – Obligation de faire rapport à la Cour des mesures mises en œuvre à cette fin).

[Léon Mugesera c. République du Rwanda](#), arrêt, 27 novembre 2020, req. n°012/2017 – (Compétence de la Cour – Recevabilité de la requête – Défaillance de l'État défendeur – Droit à un procès équitable – Droit à une assistance judiciaire gratuite – Droit d'être entendu par une juridiction indépendante et impartiale – Interdiction des traitements inhumains, cruels ou dégradants – Absence d'alimentation régulière du requérant – Alimentation en détention inappropriée à l'état de santé de la personne détenue – Droit à l'intégrité physique et mentale – Droit du détenu à voir sa famille et à l'information – Réparations – Préjudice matériel – Préjudice moral – Demande de libération immédiate du détenu – Réhabilitation du détenu – Examen du détenu par un médecin indépendant – Demande aux fins de purger le reliquat de la peine au Canada – Application des sanctions prévues par la Charte de l'Union africaine contre l'État défendeur).

[Harouna Dicko et quatre autres c. Burkina Faso](#), ordonnance (mesures provisoires), 20 novembre 2020, req. n°037/2020 – (Compétence *prima facie* – Urgence – Risque réel et imminent d'un dommage irréparable – Modifications du Code électoral avant la tenue des élections présidentielle et législatives).

[Masudi Said Selemani c. République unie de Tanzanie](#), ordonnance (mesures provisoires), 20 novembre 2020, req. n°042/2019 – (Compétence *prima facie* – Urgence – Extrême gravité – Risque réel et imminent d'un dommage irréparable – Condamnation à la peine capitale).

[Houngue Eric Noudehouenou c. République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 27 novembre 2020, req. n°028/2020 – (Compétence *prima facie* – Urgence – Extrême gravité – Risque réel et imminent d'un dommage irréparable – Sursis à la mise en application de dispositions pénales – Absence d'éléments tendant à établir l'imminence de la mise en application desdites dispositions

contre le requérant et ses conseils – Sursis à l’exécution d’une décision de justice à l’encontre du requérant – Absence d’exécution de ladite décision depuis 17 mois – Absence d’urgence et de risque imminent de dommage irréparable).

[Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. la République du Bénin](#), ordonnance (mesures provisoires), 27 novembre 2020, req. n°027/2020 – (Compétence *prima facie* – Urgence – Extrême gravité – Risque réel et imminent d’un dommage irréparable – Sursis à l’exécution d’arrêts d’une juridiction d’exception faisant l’objet d’un pourvoi en cassation – Effet suspensif du pourvoi en cassation).

#### Décembre 2020

[Sébastien Germain Marie Aïkoué Ajavon c. République du Bénin](#), arrêt, 4 décembre 2020, req. n°062/2019 – (Compétence de la Cour – Exceptions d’incompétence – Recevabilité de la requête – Exceptions d’irrecevabilité de la requête – Droit à la liberté d’opinion et d’expression – Droit de grève – Droit à la liberté de réunion – Droit à la liberté et à la sécurité – Droit à la vie et droit de ne pas être soumis à la torture et droit au respect de la dignité inhérente à chaque être humain – Droit à ce que sa cause soit entendue – Droit à la liberté d’association – Droit de participer à la direction des affaires publiques de son pays – Droit des victimes de violences post-électorales à ce que leur cause soit entendue – Obligation de créer des organes électoraux indépendants et impartiaux – Interdiction de modifier la loi électorale dans les six mois précédant l’élection – Obligation de créer des juridictions indépendantes et impartiales – Indépendance et impartialité de la Cour constitutionnelle – Indépendance du pouvoir judiciaire – Révision constitutionnelle en l’absence de consensus national – Réparations – Sanctions d’ordre politique – Garanties de non-répétition – Abrogation ou modification des lois contraires aux obligations internationales de l’État défendeur – Dissolution de la Cour constitutionnelle).

[Houngue Éric Noudehouenou c. République du Bénin](#), arrêt, 4 décembre 2020, req. n°003/2020 – (Compétence de la Cour – Exception d’incompétence matérielle – Recevabilité de la requête – Exception d’irrecevabilité tirée du non-épuisement des voies de recours internes – Révision constitutionnelle prétendument adoptée en violation du principe de consensus national – Droit à la participation aux affaires publiques – Droit à l’égalité – Liberté d’association – Liberté de religion – Liberté d’expression – Droit à un recours effectif – Présomption d’innocence – Droit à vivre en toute

quiétude au Bénin – Réparations – Demande visant à ordonner l’abrogation des lois contraires aux obligations internationales de l’État défendeur).

[Demande d’avis consultatif de l’Union panafricaine des avocats \(UPA\) sur la compatibilité des lois sur le vagabondage avec la Charte africaine des droits de l’homme et des peuples et avec les autres instruments des droits de l’homme applicables en Afrique](#), 4 décembre 2020, demande n°001/2018 – (Compétence personnelle – Compétence matérielle – Recevabilité de la demande d’avis consultatif – Compatibilité des lois sur le vagabondage avec la Charte africaine – Compatibilité de ces lois avec la Charte africaine des droits et du bien-être de l’enfant – Compatibilité de ces lois avec le Protocole à la Charte africaine relatif aux droits des femmes – Obligations des États parties à ces instruments en conséquence de la déclaration de l’incompatibilité de telles lois).

Il s’agissait du premier avis consultatif de la Cour depuis septembre 2017. L’Union panafricaine des avocats demandait à la Cour de donner un avis sur la compatibilité des lois portant le « vagabondage » en infraction pénale dans la législation de plusieurs pays africains. Les législations en cause prévoyaient notamment de sanctionner pénalement, parfois par des peines privatives de liberté, les faits de mendicité ou d’absence de domicile fixe et d’emploi.

La Cour parvenait à la conclusion que de telles législations violaient la Charte africaine des droits de l’homme et des peuples, la Charte africaine des droits et du bien-être de l’enfant et le Protocole à la Charte africaine relatif aux droits des femmes. La Cour concluait que les États parties à ces instruments avaient l’obligation positive d’abroger ou de modifier leurs lois et règlements afin de s’y conformer, ce qui impliquera de dépénaliser ces faits.

## ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

### Assemblée générale des Nations Unies

*Avec la contribution d’Isis Ramirez-Godolier, docteur de l’Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d’Etat) à la CNDA*

En raison de la très importante activité de l’Assemblée générale au mois de décembre dernier, nous nous permettons de nous faciliter l’accès direct aux 240 résolutions sans les reproduire [ici](#).

### Conseil de sécurité des Nations Unies

*Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'Etat) à la CNDA*

[S/RES/2560\(2020\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1305](#)) et les détails du vote ([S/2020/1311](#))*

[S/RES/2559\(2020\)](#) : Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1276](#)) et les détails du vote ([S/2020/1280](#))*

[S/RES/2558\(2020\)](#) : Consolidation et pérennisation de la paix  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1269](#)) et les détails du vote ([S/2020/1273](#))*

[S/RES/2557\(2020\)](#) : Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1254](#)) et les détails du vote ([S/2020/1266](#))*

[S/RES/2556\(2020\)](#) : La situation concernant la République Démocratique du Congo  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1253](#)) et les détails du vote ([S/2020/1265](#))*

[S/RES/2555\(2020\)](#) : La situation au Moyen-Orient  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1252](#)) et les détails du vote ([S/2020/1263](#))*

[S/RES/2554\(2020\)](#) : La situation en Somalie  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1170](#)) et les détails du vote ([S/2020/1173](#))*

[S/RES/2553\(2020\)](#) : Maintien de la paix et de la sécurité internationales  
*Lettre du Président du Conseil sur le résultat du vote ([S/2020/1166](#)) et les détails du vote ([S/2020/1167](#))*

### Comité des travailleurs migrants

*Avec la contribution d'Emilie Lenain, doctorante à l'Université d'Angers*

Pas d'activité à signaler pour le mois de décembre 2020.

### PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

#### Blogs de langue française

##### *Le Club des Juristes*

V. BARBE, [La proposition de loi relative à la « Sécurité globale » et le droit de l'Union européenne](#), 4 décembre 2020.

T. RENOUX et M. GUDZENKO, [La CEDH : un frein à la lutte anti-terroriste ?](#) 4 décembre 2020.

F. G'SELL, [Vers un marché européen des données : qu'est-ce que le Governance Act ?](#), 10 décembre 2020.

M. HAUTEREAU-BOUTONNET, [Les cinq ans de l'Accord de Paris](#), 11 décembre 2020.

A. CUDENNEC, [Les quotas de pêche au cœur des négociations pour le Brexit](#), 24 décembre 2020.

##### *Blog INTER-ETHIQUE*

R. MAUREL, [Révolution discrète ou communication malheureuse ? A propos de la « compilation des décisions » adoptées par la Cour internationale de justice en matière d'activités extérieures des juges](#), 22 décembre 2020.

##### *Multipol*

N. DRICI, [Un revirement préjudiciable de la jurisprudence de la CNDA dans le contexte de la situation en Afghanistan](#), 1<sup>er</sup> décembre 2020.

C. MAIA, [Selon la CIJ, l'immeuble de la Guinée équatoriale situé avenue Foch, à Paris, n'a jamais acquis le statut de mission diplomatique](#), 18 décembre 2020.

#### Blogs de langue anglaise

*Avec la contribution de Maria Gudzenko, doctorante à l'Université d'Aix-Marseille*

##### [AJIL Unbound – online-only publication and blog of the American Journal of International Law](#)

L. Boisson de Chazournes, « [Introduction to the Symposium on the Olympics and International Law](#) », 7 décembre 2020.

D. Heerdt, « [A Rights-Holder View on Human Rights Provisions in Olympic Bidding and Hosting Regulations](#) », 7 décembre 2020.

R. Schmidt, « [The Carbon Footprint of the Games – International Climate Change Law and the Olympics](#) », 7 décembre 2020.

J. A. R. Nafziger, « [The Mutuality of National and International Identities in International Sports Law](#) », 7 décembre 2020.

P. J. Spiro, « [Problematising Olympic Nationality](#) », 7 décembre 2020.

R. Gauthier, « [Statehood and the Olympic Games](#) », 7 décembre 2020.

D. Lambelet Coleman, « [The Olympic Movement in International Law](#) », 7 décembre 2020.

\*\*\*

### [Armed Groups and International Law](#)

T. Kebebew, J. Niyo, « [Instant Non-international Armed Conflict? Classifying the situation in Northern Ethiopia under IHL](#) », 9 décembre 2020.

A. Ozcelik Olcay, « [Negotiating Peace with \(Proscribed\) Non-State Armed Groups](#) », 16 décembre 2020.

E. Heffes, « [Geneva Call Report: Conduct of Hostilities by Armed Non-State Actors](#) », 17 décembre 2020.

\*\*\*

### [ASIL Insights - American Society of International Law](#)

J. Zhou, « [An Important Step Forward and a Delicate Balance – Observations on the Regional Comprehensive Economic Partnership](#) », 10 décembre 2020.

J. Wright Nelson, « [The Artemis Accords and the Future of International Space Law](#) », 10 décembre 2020.

\*\*\*

### [Asser International Sports Law blog Our International Sports Law Diary](#)

R. Lenarduzzi, « [Revisiting FIFA's Training Compensation and Solidarity Mechanism - Part. 3: The Curious Non-Application of Training Compensation to Women's Football](#) », 10 décembre 2020.

\*\*\*

### [DCU Brexit Institute](#)



S. Sweeney, « [The Letter that Lord David Frost, the UK's Brexit Negotiator, will not Address to the British Public](#) », 3 décembre 2020.

S. Polyzos, « [Societal Happiness and Brexit: an Overlooked Outcome](#) », 11 décembre 2020.

R. Montgomery, « [The EU-UK Agreement on the Implementation of the Protocol on Ireland and Northern Ireland](#) », 11 décembre 2020.

F. Cochrane, « [Johnson's 'Oven Ready' Brexit is a Slow Burner](#) », 14 décembre 2020.

D. J. Wilkinson, « [Lifting the Carpet: the NI Protocol and Cross-border VAT Fraud](#) », 22 décembre 2020.

F. Fabbrini, « [Christmas' Eve Brexit Deal](#) », 24 décembre 2020.

S. Sweeney, « [Why the EU Avoided the Cliff Edge Brexit that Many had Feared](#) », 27 décembre 2020.

\*\*\*

### [ECHR BLOG](#)

K. Istrefi, « [ECHR Decides the First Case Regarding Covid-19 Measures](#) », 3 décembre 2020.

\*\*\*

### [EJIL : Talk ! – Blog of the European Journal of International Law](#)

G. Lythgoe, « [Nuclear Weapons and International Law: The Impact of the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons](#) », 2 décembre 2020.

J. A. Hettihewa, A. Holzscheiter, « [Reclaiming the Voice of Youth: Pandemic Politics and Law and the Invisibility of Youth](#) », 3 décembre 2020.

J. Miklasová, « [The Recent Ceasefire in Nagorno-Karabakh: Territorial Control, Peacekeepers and Question of Status](#) », 4 décembre 2020.

M. Happold, « [Belgium asks European Court of Justice to opine on compatibility of Energy Charter Treaty's investor-State arbitration provisions with EU law](#) », 8 décembre 2020.

R. Schondorf, « [Israel's perspective on Key Legal and Practical Issues Concerning the Application of International Law to Cyber Operations](#) », 9 décembre 2020.

F. Lusa Bordin, « [Is the EU Engaging in Impermissible Indirect Regulation of UN Action? Controversies over the General Data Protection Regulation](#) », 11 décembre 2020.

B. de Oliveira Biazatti, « [The ICC Prosecutor Releases Guidelines for Agreements Regarding Admission of Guilt](#) », 14 décembre 2020.

E. T. Achiume, « [Black Lives Matter and the UN Human Rights System: Reflections on the Human Rights Council Urgent Debate](#) », 15 décembre 2020.

I. Marchuk, A. Wanigasuriya, « [The ICC concludes its preliminary examination in Crimea and Donbas: What's next for the situation in Ukraine?](#) », 16 décembre 2020.

M. Schmitt, « [Israel's Cautious Perspective on International Law in Cyberspace: Part I \(Methodology and General International Law\)](#) », 17 décembre 2020.

M. Schmitt, « [Israel's Cautious Perspective on International Law in Cyberspace: Part II \(jus ad bellum and jus in bello\)](#) », 17 décembre 2020.

B. Etkin, « [An Analysis of the ICJ's Judgment on the Merits of the Immunities and Criminal Proceedings \(Equatorial Guinea v. France\) Case: All for nothing?](#) », 21 décembre 2020.

C. Heri, « [The ECtHR's Pending Climate Change Case: What's Ill-Treatment Got To Do With It?](#) », 22 décembre 2020.

S. Droubi, L. Marques Osorio, L. Eloy Terena, « [The Brazilian Federal Supreme Court comes to the protection of indigenous people's right to health in the face of Covid-19](#) », 23 décembre 2020.

\*\*\*

### [EU Immigration and Asylum Law and Politics](#)

L. Leboeuf, « [Legal Pathways to Protection: Towards a Common and Comprehensive Approach?](#) », 3 décembre 2020.

P. García Andrade, « [EU cooperation on migration with partner countries within the New Pact: new instruments for a new paradigm?](#) », 8 décembre 2020.

P. De Bruycker, « [The New Pact on Migration and Asylum: What it is not and what it could have been](#) », 15 décembre 2020.

J. Vedsted-Hansen, « [Border Procedure: Efficient Examination or Restricted Access to Protection?](#) », 18 décembre 2020.

\*\*\*

### [EU Law Analysis](#)

L. Woods, « [European Democracy Action Plan – an Overview](#) », 15 décembre 2020.

L. Woods, « [Overview of Digital Services Act](#) », 16 décembre 2020.

\*\*\*

### [EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law](#)

N. Coghlan, M. Steiert, « [The Charter at 20: Returning to its origin as a critical juncture for fundamental rights protection in the EU](#) », 7 décembre 2020.

M. Lasek-Markey, « [FNV v Van den Bosch, or the thin line between the free movement of services and 'social dumping' in the never-ending story of posted workers](#) », 8 décembre 2020.

D. Kloza, L. Drechsler, « [Proportionality has come to the GDPR](#) », 9 décembre 2020.

R. Sava, « [Unwrapping the consent box. The CJEU Judgment in the Orange Romania Case](#) », 10 décembre 2020.

K. Murie, « [Pricing Algorithms: Should Competition Authorities be Worried?](#) », 21 décembre 2020.

N. Póltorak, « [Imagine the role of law and lawyers in the European integration](#) », 23 décembre 2020.

D. Kostakopoulou, « [A Timely Invitation to Values Realignment: The Commission's Three 'Manuals on Constitutional Essentials'](#) », 23 décembre 2020.

\*\*\*

### [Herbert Smith Freehills – Public international law blog](#)

A. Cannon, H. Laufer, « [Working Group II UNCITRAL Discussions of September 2020](#) », 2 décembre 2020.

A. Cannon, H. Ambrose, « [Dealing With Sovereign Wealth Funds: Immunity Concerns And Practical Steps To Mitigate Them](#) », 4 décembre 2020.

\*\*\*

### [Humanitarian Law & Policy](#)

NG'AA M. Mwendwa, « [Disability and sexual violence in the COVID-19 era](#) », 3 décembre 2020.

H. Hiemstra, V. Murphy, « [GCIII Commentary: I'm a woman and a POW in a pandemic. What does the Third Geneva Convention mean for me?](#) », 8 décembre 2020.

A. Al-Dawoody, S. Rejali, « [Who are you calling 'vulnerable'? Muslim women and inclusive humanitarianism](#) », 17 décembre 2020.

\*\*\*

### [International Law Blog](#)

P. Semmelmayr, « [Musical Chairs at the United Nations Security Council: Time for Reform and the G4 to Change Tactics](#) », 1 décembre 2020.

T. Venthan Ananthavinayagan, « [A Reason to Celebrate? Third World Approaches to the Human Rights Day 2020 and the UN at 75](#) », 10 décembre 2020.

F. Benziger, « [The New Rule of Law Mechanism: “Ideological Blackmail Tool” or Legitimate Means to Protect the EU’s Values?](#) », 15 décembre 2020.

\*\*\*

### [International Law Studies](#)

P. Cassidy, « [The Irish Potato Famine: Naturally Occurring Tragedy or Genocide](#) », 9 décembre 2020.

\*\*\*

### [JURIST](#)

S. Pasha, N. Kandiah, « [Jamaican Deportation Action and The UK Home Office](#) », 11 décembre 2020.

E. Winter, « [Facial Recognition Technology and the Death of an Iranian Nuclear Scientist: An International Humanitarian Law Perspective](#) », 21 décembre 2020.

\*\*\*

### [Just Security](#)

O. Hathaway, P. Lim, M. Stevens, « [COVID-19 and International Law Series: States’ Obligations to Refugees and Migrants in Detention](#) », 2 décembre 2020.

O. Hathaway, A. Phillips-Robins, « [COVID-19 and International Law Series: Vaccine Theft, Disinformation, the Law Governing Cyber Operations](#) », 4 décembre 2020.

B. Finucane, « [A Commander’s Duty to Punish War Crimes: Past U.S. Recognition](#) », 4 décembre 2020.

O. Hathaway, A. Phillips-Robins, « [COVID-19 and International Law Series: WHO’s Pandemic Response and the International Health Regulations](#) », 8 décembre 2020.

E. Page, N. Robinson, « [Revitalizing US Democracy Starts with Repairing the Right to Peaceful Assembly](#) », 9 décembre 2020.

K. Porter, D. Kaye, « [The UDHR, Digital Authoritarianism, and Human Rights after Trump](#) », 10 décembre 2020.

O. Hathaway, A. Phillips-Robins, « [COVID-19 and International Law Series: Reforming the World Health Organization](#) », 11 décembre 2020.

P. Motaparthy, O. Alfakih, « [Biden Must Stick to His Pledge to End US Support for the Yemen War](#) », 14 décembre 2020.

J. Mujanović, « [The Bosnian Constitution, Marking 25 Years, Needs an American Reboot](#) », 14 décembre 2020.

S. Markham, S. Foster, « [Reviving the US Commitment to Women's Rights and Gender Equality: The UN Commission on the Status of Women](#) », 15 décembre 2020.

D. Matyas, P. Akhavan, S. Ashraph, B. Barzani, « [Beyond the ICC: Repositioning the Core of International Accountability](#) », 16 décembre 2020.

\*\*\*

#### [Kluwer Arbitration Blog](#)

J. Rich, « [U.K. Supreme Court Rules on Arbitrator Bias in Halliburton v. Chubb](#) », 1 décembre 2020.

C. A. Rogers, F. Brodlija, G. King, M. Tokas, « [Arbitrator Intelligence Investment Reports: Catching Lightning in a Bottle](#) », 1 décembre 2020.

L. M. Martinez, « [New York Arbitration Week Revisited: The In-House Counsel's Virtual Roundtable – Discussion on their Approach to an International Arbitration](#) », 2 décembre 2020.

T. Gonyou, « [New York Arbitration Week Revisited: Non-Signatories Before And After Arbitration, Closing In On An International Approach?](#) », 3 décembre 2020.

D. MacGrath, « [New York Arbitration Week Revisited: Stronger Together: Colloquy on Diversity and Perseverance](#) », 4 décembre 2020.

M. E. Vega-Gonzalez, K. Gonzalez, « [New York Arbitration Week Revisited: The Challenges of Multi-Party and Multi-Contract Issues in International Arbitration and the Anticipated ICC Rules Changes](#) », 5 décembre 2020.

M. Engholm Cardoso, A. Grant, S. Marroquin, « [New York Arbitration Week Revisited: Perspectives from the Annual Fordham International Arbitration and Mediation Conference](#) », 6 décembre 2020.

M. Fanou, N. Gallagher, « [Is International Arbitration Adapting to a Changing World? Empirical Research May Help us Find Out](#) », 8 décembre 2020.

M. Ewing-Chow, J. J. Losari, « [The RCEP Investment Chapter: A State-to-State WTO Style System For Now](#) », 8 décembre 2020.

- M. de Brugiére, C. Foty, « [Sustainability and Diversity in the Newly Virtual World of International Arbitration](#) », 9 décembre 2020.
- G. Goenechea, J. Walsh, « [The Standard of Independence and Impartiality under the Madrid International Arbitration Center Rules and the Spanish Arbitration Law: An Apparent Conflict](#) », 9 décembre 2020.
- S. Vasudev, « [The 2020 Amendment to the Indian Arbitration Act: Learning from the Past Lessons?](#) », 10 décembre 2020.
- G. Croisant, H. Ingwersen, « [Belgium Seeks CJEU's Opinion on the Future Interaction between a Modernised ECT and EU law](#) », 10 décembre 2020.
- E. Schäfer, « [Seeing Trojan Horses in Lightning with the Eyes Wide Shut: A Reflection on Prof. Catherine Rogers Post](#) », 10 décembre 2020.
- A. Stanic, « [Does the Advocate General's Opinion Provide Clarity on the Validity of Intra-EU ECT Investor-State Arbitral Awards?](#) », 11 décembre 2020.
- B. Rosen, « [Global Experts Keep it Real in Webinar Exploring Artificial Intelligence and its Role in Arbitrations and Legal Practice](#) », 12 décembre 2020.
- N. Lisney, « [The Limits of Court-Ordered Interim Relief in Support of Arbitration?](#) », 13 décembre 2020.
- S. Habib, A. C. Dall'Agnol, « [2020 in Review: Sub-Saharan Africa in Focus](#) », 14 décembre 2020.
- S. Singhal, « [Ramifications of Two Indian Parties Choosing a Foreign Seat of Arbitration](#) », 15 décembre 2020.
- C. A. Rogers, F. Brodlija, G. King, M. Tokas, « [The Sorcerer's Apprentice, or Integrity-Driven Innovation in International Arbitration](#) », 16 décembre 2020.
- S. Lim, « [Enka v Chubb \[2020\] UKSC 38: Bringing the Validation Principle Into the Light](#) », 16 décembre 2020.
- M. El Harti Alonso, « [Inaugural Washington Arbitration Week: COVID-19 Silver Linings and Prudent Prognostics](#) », 17 décembre 2020.
- M. El Harti Alonso, M. L. Casas Arguello, M. Reyes Múnera, « [Inaugural Washington Arbitration Week: Discussions on ISDS Reform, A Light at The End of the Tunnel](#) », 18 décembre 2020.
- C. D. Gaver, M. El Harti Alonso, « [Inaugural Washington Arbitration Week: Industry-Focused Perspectives in International Arbitration, Another Layer of Complexity](#) », 18 décembre 2020.
- E. Jaramillo, « [2020 in Review: Latin America and Investment Arbitration](#) », 19 décembre 2020.

M. Tandon, P. Singh, « [Riding New Tides: Arbitration in a Changing World – A Conference Report](#) », 20 décembre 2020.

N. Venkatraman, « [Revisiting Islamic Finance Arbitration: An Opportunity for Malaysia?](#) », 21 décembre 2020.

M. S. Abdel Wahab, « [The Egyptian Court of Cassation Sets Standards and Affirms Arbitration-Friendly Principles and Trends in a Ground-Breaking Judgment](#) », 22 décembre 2020.

B. Praštalo, L. Kazimi, « [2020 in Review: Despite a Global Pandemic, Europe Saw Some Action-Packed Arbitration Developments](#) », 23 décembre 2020.

N. Boghossian, « [Are Commercial Agency Disputes Arbitrable in the UAE?](#) », 24 décembre 2020.

R. Alford, C. Baltag, « [From the Editors of Kluwer Arbitration Blog: 2020](#) », 25 décembre 2020.

S. Habib, « [Interviews with our Editors: A Chat with the Registrar and CEO of the Nairobi Centre for International Arbitration, Mr. Lawrence M. Ngugi](#) », 26 décembre 2020.

S. King, « [2020 in Review: Institutional Trends in Investor-State Dispute Settlement](#) », 27 décembre 2020.

R. Mellske, M. Freire Martins, « [The New Brazilian Data Protection Law Permits the Use of Personal Data in International Arbitration, Subject to Appropriate Measures by the Parties and/or Tribunal](#) », 28 décembre 2020.

M. Farchakh, « [The Arab Investment Court and Intra-Arab BITs: a Potential New Frontier?](#) », 29 décembre 2020.

\*\*\*

### [Leiden Law Blog](#)

K. Heidary, « [E-commerce and consumer data: Is regulation needed?](#) », 3 décembre 2020.

C. West, « [Uncovering Tax Treaty Policy in Africa – Same or different](#) », 21 décembre 2020.

C. Sriporm, « [Performance of the franchisor's pre-disclosure obligation in the COVID-19 era](#) », 22 décembre 2020.

\*\*\*

### [Library blog - Peace Palace Library](#)

J. Hoeksma, « [Between UN-System and EU-Model](#) », 4 décembre 2020.

E. Van Trigt, « [Online Centre for Studies Bibliography: “Epidemics and International Law”](#) », 14 décembre 2020.

J. Hoeksma, « [New Era for EU: The European Model of Transnational Governance](#) », 18 décembre 2020.

\*\*\*

### [MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law](#)

G. Brody, « [Ignorance of Islam in European Approach to Contract Law](#) », décembre 2020.

M. Williams, « [Filling the Void: Why Existing International Law Is Not Suited to Mitigating Space Debris](#) », décembre 2020.

\*\*\*

### [Opinio Juris](#)

K. J. Heller, « [A Hypothetical About the Beginning of IAC](#) », 1 décembre 2020.

D. Tladi, « [UNSC Veto Power Symposium: Doing Away with the Veto for Atrocity Crimes? Trimming the Edges of an Illegitimate Institution in Order to Legitimise It](#) », 1 décembre 2020.

M. Sterio, « [UNSC Veto Power Symposium: Voluntary Veto Restraint Initiatives as Evidence of the Global Community’s Disapproval of the Use of the Veto Power](#) », 2 décembre 2020.

G. Gordon, « [For the Biden Presidency, Promoting Human Rights in Asia Aligns Well with US Strategic Interests](#) », 2 décembre 2020.

R. S. Clark, « [UNSC Veto Power Symposium: Reflections on Trahan’s Book](#) », 3 décembre 2020.

C. McDougall, « [UNSC Veto Power Symposium: Mass Atrocities and the Security Council–The Limits of the Law](#) », 3 décembre 2020.

J. Trahan, « [UNSC Veto Power Symposium: Reply to Professors Sterio and Clark, and Dr. McDougall](#) », 4 décembre 2020.

J. Trahan, « [UNSC Veto Power Symposium: Reply to Professors Jalloh and Tladi](#) », 4 décembre 2020.

T. Fish Hodgson, T. Jeewa, « [COVID-19 and Africa Symposium: The Impact of COVID-19 on Human Rights in Africa](#) », 7 décembre 2020.

J. King, « [COVID-19 and Africa Symposium: Building Back Better–Can COVID-19 Renew African States’ Commitment to African Charter ESCR Obligations?](#) », 7 décembre 2020.



- M. Chinhengo, « [COVID-19 and Africa Symposium: “Jurislimitation” In Litigation In the Context of COVID-19, the New Normal?](#) », 7 décembre 2020.
- M. Machacha, « [COVID-19 and Africa Symposium: Lockdowns, School Closures and Young Girls’ Access to Education in Africa](#) », 7 décembre 2020.
- V. Mutandwa, « [COVID-19 and Africa Symposium: Lockdowns, the Right to Work and the Rule of Law in Namibia](#) », 8 décembre 2020.
- C. Villadiego, C. Lusverti, « [Women facing health risks and gender-based violence in Venezuela](#) », 8 décembre 2020.
- K. Farisé, « [COVID-19 and Africa Symposium: The State’s Duty to Provide PPE to Health Workers in Lesotho](#) », 8 décembre 2020.
- T. Fish Hodgson, « [COVID-19 and Africa Symposium: Lockdowns, Separation of Powers and the Right to Social Security in Malawi \(Part 1\)](#) », 8 décembre 2020.
- T. Fish Hodgson, « [COVID-19 and Africa Symposium: Lockdowns, Separation of Powers and the Right to Social Security in Malawi \(Part 2\)](#) », 8 décembre 2020.
- A. Mavedzenge, « [COVID-19 and Africa Symposium: The COVID-19 Pandemic—A Dark Cover for Cracking Down on Free Expression in Eswatini and Zimbabwe](#) », 9 décembre 2020.
- L. Mokgoroane, « [COVID-19 and Africa Symposium: Centering the Margins—LGBT People and COVID-19](#) », 10 décembre 2020.
- K. Kidist Allen-Gessesse, « [COVID-19 and Africa Symposium: The Intersection of LGBT Rights in Africa and the COVID-19 Pandemic](#) », 10 décembre 2020.
- K. J. Heller, « [The Nine Words that \(Wrongly\) Doomed the Iraq Investigation](#) », 10 décembre 2020.
- V. Singh, « [Operationalisation of ‘Duties’ of States and Non-State Actors in the Draft Convention on the Realisation of the Right to Development](#) », 11 décembre 2020.
- D. Ruggero di Bella, « [Western Sahara: Developing Natural Resources by Forward-Planning Foreign Investments Extra-Territorial Protection](#) », 11 décembre 2020.
- B. Lyons, « [Comment on Independent Expert Review of the ICC and the Rome Statute System](#) », 11 décembre 2020.
- A. Schueller, « [The ICC, British War Crimes in Iraq and a Very British Tradition](#) », 11 décembre 2020.
- K. J. Heller, « [Article 18 and the Iraq Declination](#) », 12 décembre 2020.
- G. Ekeløve-Slydal, « [Why Individual Integrity Matters](#) », 12 décembre 2020.

J. Dorsey, « [Book Symposium: Justice as Message](#) », 14 décembre 2020.

C. Stahn, « [Justice as Message Symposium: Message from the Author](#) », 14 décembre 2020.

D. M. Amann, « [Justice as Message Symposium: What We See When We See Law ... Through the Eyes of Dame Laura Knight](#) », 14 décembre 2020.

M. Drumbl, « [Justice as Message Symposium: Sending Out an SOS](#) », 15 décembre 2020.

D. Robinson, « [Justice as Message Symposium: Expressivism as Bridging Theory](#) », 16 décembre 2020.

M. Aksenova, « [Justice as Message Symposium: A Powerhouse Platform for Expressivism in International Criminal Law](#) », 17 décembre 2020.

L. Knöpfel, C. Lopez, « [Finding a silver lining in the rejection of the Swiss Responsible Business Initiative: a hope of legal accountability in the parliamentary counterproposal \(Part 1\)](#) », 17 décembre 2020.

P. Urs, « [Justice as Message Symposium: The Selectivity of International Criminal Justice](#) », 18 décembre 2020.

A. Mudukuti, « [Justice as Message Symposium: A Closer Look at Chapter 6, "International Criminal Law as Expressivist Justice"](#) », 18 décembre 2020.

L. Knöpfel, C. Lopez, « [Finding a silver lining in the Swiss rejection of the Responsible Business Initiative: a hope of legal accountability in the parliamentary counterproposal \(Part 2\)](#) », 18 décembre 2020.

M. Bo, « [Meaningful Human Control over Autonomous Weapon Systems: An \(International\) Criminal Law Account](#) », 18 décembre 2020.

C. Baldwin, « [The ICC Prosecutor Office's Cop-Out on UK Military Crimes in Iraq](#) », 18 décembre 2020.

P. Pillai, « [New Mechanism at the International Court of Justice on Implementation of Provisional Measures: Significance for The Gambia v Myanmar](#) », 22 décembre 2020.

A. Wabwire, « [East Africa Should Back Justice for South Sudan: Neighboring Countries Should Support Hybrid Court](#) », 22 décembre 2020.

L. Geddes, « [Compensation Is Not Enough – Afghan Victims Are Entitled Other Forms of Reparation](#) », 22 décembre 2020.

N. Hadjigeorgiou, « [The Committee on Missing Persons in Cyprus: A Humanitarian or Reconciliation-Promoting Institution?](#) », 23 décembre 2020.

S. Paylan, « [Remedial Secession and the Responsibility to Protect: The Case of Nagorno-Karabakh](#) », 23 décembre 2020.

O. Owiso, « [Remuneration Debacle at the International Criminal Court: Should ICC Judges Get a Pay Rise? Part I](#) », 23 décembre 2020.

O. Owiso, « [Remuneration Debacle at the International Criminal Court: Should ICC Judges Get a Pay Rise? Part II](#) », 23 décembre 2020.

Y. Nagakoshi, « [The God in the Details: Non-State Actor Interventions at the African Court on Human and Peoples' Rights](#) », 24 décembre 2020.

\*\*\*

### [RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

L. M. Pérez, L. Feline Freier, « [Understanding Adolescent Domestic Work as Human Trafficking: The example of Peru](#) », 1 décembre 2020.

E. Guild, « [Implementing the Global Compact on Migration \(The Marrakesh Compact\): Examining the First Regional Review \(UNECE Region\)](#) », 2 décembre 2020.

C. Dahin, « [Searching for a counsel to go through the asylum process with: Criteria, challenges and consequences](#) », 7 décembre 2020.

J. Ochoa, « [Venezuelans in South America: Applicability of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families](#) », 8 décembre 2020.

T. Harley, « [Hidden from view: Refugees' contributions to the development of early international refugee law and policy](#) », 11 décembre 2020.

J. Saxon, « [Disappearing States, Rising Statelessness: The Twin Crises Just Around the Corner](#) », 14 décembre 2020.

\*\*\*

### [Strasbourg Observers](#)

E. Frasca, « [M.A. v. Belgium: the \(in\)voluntary return of a Sudanese migrant and the dangers of informal migration cooperation with third countries](#) », 3 décembre 2020.

K. Dzehtsiarou, G. Esakov, « [Russian Roulette? Selection of the Judicial Candidates to the European Court from Russia](#) », 7 décembre 2020.

I. van Soolingen, « [The Case of Perovy v. Russia: Dealing with the Right to Freedom of Religion in the Educational Sphere through Picking the Right Fruits](#) », 10 décembre 2020.

M. Mastracci, « [Sabuncu and Others v. Turkey: the final chapter of the Cumhuriyet Trial?](#) », 14 décembre 2020.

M. Decoster, S. Schoentjes, « [Legal sex/gender recognition beyond the binary: Human Rights Centre submits Third Party Intervention](#) », 16 décembre 2020.

M. Leloup, « [Guðmundur Andri Ástráðsson: the right to a tribunal established by law expanded to the appointment of judges](#) », 18 décembre 2020.

B. Önder, « [Addressing gender discrimination at work, still an important challenge for the ECtHR in Napotnik v. Romania](#) », 21 décembre 2020.

L. Graham, « [Unuane v United Kingdom: does the Convention require “pure” proportionality?](#) », 23 décembre 2020.

\*\*\*

#### [Verfassungsblog](#)

J. Morijn, « [A Momentous Day for the Rule of Law. The ECJ Hearing about the Disciplinary Regime for the Polish Judiciary](#) », 2 décembre 2020.

M. Nettesheim, « [Legally Feasible, Constitutionally Dubious. Establishing Next Generation Europe' on the Basis of EU Secondary Legislation](#) », 4 décembre 2020.

A. Greene, « [Dead Lawyers, Complicit States. Collusion, accountability and the murder of Pat Finucane](#) », 5 décembre 2020.

J. Graf von Luckner, « [A Novel “Reinforced Cooperation” in the EU. The viable option of a NextGenEU without Poland and Hungary](#) », 9 décembre 2020.

P. Lindseth, C. Fasone, « [Rule-of-Law Conditionality and Resource Mobilization – the Foundations of a Genuinely ‘Constitutional’ EU?](#) », 11 décembre 2020.

A. Alemanno, M. Chamon, « [To Save the Rule of Law you Must Apparently Break It](#) », 11 décembre 2020.

K. Lane Scheppele, L. Pech, S. Platon, « [Compromising the Rule of Law while Compromising on the Rule of Law](#) », 13 décembre 2020.

D. Bychawska-Siniarska, K. Jarzmus, « [Filling the Polish ECtHR judgeship – risking \(another\) empty seat?](#) », 14 décembre 2020.

R. Uitz, « [Towards an EU Cast in the Hungarian and Polish Mould. Why the December 2020 Compromise Matters](#) », 14 décembre 2020.

G. Butler, « [The Inviolability of National Central Banks as a Matter of EU Law. Composite administrative procedures must be followed before national investigative authorities in Member States seize documents from national central banks](#) », 17 décembre 2020.

Q. Weinzierl, « [Institutionalizing Parallel Governance. The Digital Services Act, Platform Laws, Prosecutors, and Courts](#) », 18 décembre 2020.

A. Léderer, M. Pardavi, « [Still Waters Run Deep. The CJEU finds pushbacks in Hungary illegal](#) », 21 décembre 2020.

A. Jakab, L. Kirchmair, « [How to Quantify a Proportionate Financial Punishment in the New EU Rule of Law Mechanism?](#) », 22 décembre 2020.

D. Kochenov, G. Butler, « [CJEU's Independence in Question, Part IV. Ousted AG Sharpston brings an Appeal to the Court](#) », 23 décembre 2020.

B. Çali, « [The Whole Is More than the Sum of its Parts. The Demirtaş v Turkey \(No 2\) Grand Chamber Judgment of the ECtHR](#) », 24 décembre 2020.

C. Closa Montero, « [Paradoxes and Dilemmas in Compliance and Enforcement. Framing the EUCO compromise on Rule of Law](#) », 26 décembre 2020.

\*\*\*

#### [Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler\\*innen](#)

S. Katsoni, « [Do compulsory vaccinations against COVID-19 violate human rights? An assessment of the measure's compatibility with the European Convention on Human Rights](#) », 2 décembre 2020.

R. Rösch, « [Saying Yes to development projects. Community consent in German and U.S. development cooperation](#) », 7 décembre 2020.

J.-P. Graf, « [A pushback against international law? Legal analysis of allegations against the Frontex mission in the Mediterranean](#) », 8 décembre 2020.

C. Janz, « [The M/V Roseline A incident. On the legality of interdictions in the context of Operation IRINI and the arms embargo on Libya](#) », 9 décembre 2020.

J. Batura, N. Zimmermann, « [Empty chairs. Enforced disappearances as a multi-layered human rights violation](#) », 10 décembre 2020.

R. Mahmood Khan, « [My story: a case of enforced disappearance](#) », 11 décembre 2020.

L. Rubner, « [Diplomats vs. Robots. Where does Germany stand on autonomous weapons?](#) », 14 décembre 2020.

A. Urrejola, « [A precursor to comprehensive perspectives on Enforced Disappearances. The jurisprudence of the Inter-American System of Human Rights](#) », 14 décembre 2020.

- B. Lochbihder, « [Disappeared migrants and refugees. How the ICPPED can help in their search and protection](#) », 15 décembre 2020.
- L. Hazan, « [Non-judicial search for disappeared persons. Challenges of a new paradigm](#) », 15 décembre 2020.
- A. Prophette-Pallasco, « [The Committee on Enforced Disappearances. How to reconcile procedural timelines with the urgency of enforced disappearance?](#) », 16 décembre 2020.
- Ana Srovin Coralli, « [The vicious cycle of impunity. Psychosocial consequences of disappearances in El Salvador](#) », 16 décembre 2020.
- G. Baranowska, « [Bringing home the remains of forcibly disappeared persons. The obligation to return remains during the COVID-19 pandemic](#) », 17 décembre 2020.
- J. Tropper, « [The Energy Charter Treaty and its \(in\)compatibility with EU law. To be or not to be, that is the question?](#) », 17 décembre 2020.
- C. Kent, « [Excluding enforced disappearances from military jurisdiction. A step forward in the fight against impunity](#) », 18 décembre 2020.
- J. Gallagher, « [\(Enforced\) disappearances – when state and criminal perpetrators blur](#) », 18 décembre 2020.
- C. Varvia, « [Unlocatable Violence. Reconstructing lost spatial and temporal relationships](#) », 19 décembre 2020.
- D. Kurban, « [New wine in old bottles. Enforced disappearances as a long-standing practice in Turkey](#) », 21 décembre 2020.
- M. A. D. Bacalso, « [An unattainable dream. Why the Philippines did not, and will not, ratify the Convention on Enforced Disappearances](#) », 21 décembre 2020.
- S. Seiller, « [Setting precedents at the UN. Strategic litigation against enforced disappearances in Mexico](#) », 22 décembre 2020.
- H. Büttner, « [One man’s martyr is another man’s malignant nuclear missile designer. The killing of Mohsen Fakhrizadeh under international law](#) », 22 décembre 2020.
- F. A. Ghany, « [99’000 disappeared and counting. The tale of enforced disappearances in Syria](#) », 23 décembre 2020.
- E. Bizimana, « [Avenues for victims of enforced disappearances in The Gambia. Litigating in the African System against impunity](#) », 23 décembre 2020.
- N. Grünhagen, R. Diekjobst, « [Of crabbed age and bold youth. On the “Youth 4 Climate Justice” application before the European Court of Human Rights](#) », 24 décembre 2020.

C. R. J. Pogies, « [“The West’ might not exist anymore”. An interview with Jochen von Bernstorff and Philipp Dann on their new book “The Battle for International Law”](#) », 24 décembre 2020.

S. Xavier, « [Water under the bridge? The ebbs and flows of decolonization](#) », 28 décembre 2020.

S. González Hauck, « [It’s the system, stupid! Systematicity as a conceptual weapon](#) », 29 décembre 2020.

### **Blogs de langue espagnole**

*Avec la contribution d’Isis Ramirez-Godelier, docteur de l’Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d’Etat) à la CNDA*

Álvaro Paúl Díaz, « [Nuevo caso sobre defensor de reforma agraria](#) », 20 décembre 2020.

Álvaro Paúl Díaz, « [Caso sobre restriccion de ejercicio profesional a extranjeros](#) », 13 décembre 2020.

Matías Rivera Sanguino, « [Corte condena a brasil por explosion de fabrica de fuegos artificiales](#) », 5 décembre 2020.